

Alternative
Libertaire

anticapitalisme
autogestion

Ouvriers, employés, chômeurs, enseignants, jeunes, retraités...

QUEL QUE SOIT LE PRESIDENT EN 2012

Refusons de payer la dette, refusons les plans d'austérité

Relevons la tête, construisons le 3ème tour social !

Nous ne sommes pas responsables de la crise de la dette ni de la crise du capitalisme : nous n'avons pas à payer. Nous ne devons rien aux capitalistes de l'industrie et de la finance. Ils nous doivent tout car c'est nous qui produisons les richesses, c'est donc nous qui devons les reprendre ! C'est nous qui sommes légitimes à construire une alternative à leur système économique injuste et à leur démocratie de talk show.

La crise du capitalisme provient du cœur même de la machine. De Le Pen à Hollande, en passant par Sarkozy et Bayrou, ils veulent le sauver, chacun à leur manière... Ils nous emmènent dans le mur, en faisant miroiter de vagues promesses qui ne mettent pas en cause le profit et la concurrence entre tous les salariés, la souffrance au travail pour ceux qui ont un emploi stable, la disqualification pour ceux qui sont au chômage et dans la précarité. C'est ça notre vécu !

La crise est-elle surmontable ?

Depuis les années 1970, gouvernements et patronat ont sans cesse baissé les salaires directs, mais surtout indirects (cotisations sociales retraites, maladie, famille...). C'est à ce prix que les profits des capitalistes ont été maintenus et augmentés. Sur notre travail !

Ces baisses de salaire nous ont obligées à se mettre des crédits sur le dos pour continuer à vivre décemment, mais aussi pour permettre au système capitaliste de continuer à écouler sa production. L'endettement des ménages a servi de béquille provisoire au Capital... mais le système devait s'écrouler tôt ou tard. C'est sa logique même.

La crise est surmontable si les capitalistes arrivent à nous faire payer pour la survie de leur système. **Pour nous, travailleurs et travailleuses, elle est dépassable par une sortie du capitalisme, en mettant hors d'état de nuire à nos vies ses serviteurs (patrons, politiciens, technocrates).**

Pourquoi refuser de payer leur dette

Les Etats eux-mêmes ont eu recours à l'endettement pour se financer. Mais au fait, pourquoi ? Pour assurer une meilleure redistribution des richesses ? Non. C'était pour financer les cadeaux faits aux capitalistes (bouclier fiscal, privatisations, exonérations de cotisations sociales sur nos salaires...) ! **L'endettement des États est une manière d'alléger les impôts des riches et d'éviter de redistribuer les richesses.** Si les États se financent en empruntant sur les marchés financiers, c'est qu'ils ont choisi dans les années 1980 de financer les dépenses sociales par l'endettement au lieu de les financer par l'impôt. La dictature des financiers, dont les gouvernements se plaignent, vient de leur servitude.

Voulez-vous continuer à payer pour les riches ?



- **46,9 milliards d'euros** : ce que l'Etat a remboursé au titre de la dette publique en 2011, premier poste dans le budget de l'Etat.
- Ou comment les capitalistes financiers se goinfrent sur notre dos !
- **82 milliards d'euros** : ce sont les profits dégagés par les entreprises du CAC 40 pour l'année 2010.
- **28,5 milliards d'euros** : ce sont les exonérations de cotisations patronales accordées par l'Etat pour la seule année 2008. Il est où le « trou » de la Sécu ?!
- **30 à 38 milliards d'euros** : c'est le montant annuel cumulé de l'évasion fiscale et de la fraude aux cotisations patronales à la Sécu.
- **2,6 millions** : c'est le nombre de millionnaires en France (dont 24 milliardaires).
- **8,2 millions** : c'est le nombre de gens vivant sous le seuil de pauvreté (945 euros/mois) en France, soit 1 personne sur 8.
- **80 milliards** : c'est le montant annuel du coût des maladies professionnelles (4 points du PIB français). 80 milliards que la sécurité sociale débourse à cause de l'exploitation au travail !...
- **4,6 millions** : c'est le nombre de chômeur-se-s dans le pays en octobre 2011.
- **60,3 milliards d'euros** : c'est le total des impôts et des cotisations sociales payées par les immigré-e-s en 2010 (ils touchent 47,9 milliards de prestations sociales en retour).
- Sources : Insee, Le Point, L'Express, Les Echos, Snui, ministère des Affaires sociales. Ministère du Travail.

L'Etat et les créanciers privés avancent main dans la main pour enrichir les classes privilégiées et nous pressurer.

La même logique est à l'œuvre dans les plans de rigueur. L'État cherche à éviter aux classes privilégiées de payer la crise dont elles sont responsables.

Refusons l'idée selon laquelle nous vivrions « au-dessus de nos moyens ». Nous vivons avec beaucoup moins que ce que nous produisons. **Refuser intégralement de payer la dette, c'est simplement récupérer une petite partie de l'argent qu'on nous a volé.**

Comment ne pas la payer ? En s'opposant à toutes les mesures d'austérité : diminution des salaires contre maintien des emplois, coupe dans les budgets sociaux, travail gratuit imposé aux chômeurs, diminution des retraites, augmentation des prix, casse des services publics...

Dégager Sarkozy,

préparer le 3^{ème} tour social !

S'il faut dégager Sarkozy, sa clique de gangsters et d'apprentis lepénistes, nous devons préparer la bataille pour revenir sur tous les reculs sociaux enregistrés, conquérir la liberté et l'égalité sociale au travail comme dans la société. **Dans ce combat, de nombreuses forces devraient pouvoir converger, sur le seul terrain qui a toujours sorti les salariés de l'exploitation et de la soumission, celui de la lutte sociale. C'est ce que nous défendons : un front des anticapitalistes dans les boîtes, les quartiers et la jeunesse.**

La situation exige des mesures radicales, pas du replâtrage. Il faut pour cela ôter le pouvoir des capitalistes sur nos vies.

Nous mettons notamment en débat les revendications suivantes :

► le blocage des dividendes versés aux actionnaires et l'augmentation généralisée des salaires ► la réduction de l'éventail hiérarchique des salaires ► la réquisition et l'autogestion des entreprises qui ferment ► le droit de veto des travailleurs sur les licenciements comme prélude à une prise en mains de l'économie sous le contrôle direct des travailleurs et de la population ► une réduction massive du temps de travail avec embauches correspondantes ► une reconquête par les salariés de la protection sociale (élections démocratiques des administrateurs de la Sécurité sociale, retraite à 55 ans, extension du principe de la sécurité sociale au chômage, à la formation) ► des prix maximum sur les loyers et les biens alimentaires...

★ **Ne nous en remettons pas à des tribuns qui nous promettent monts et merveilles, qu'avec eux « ça va changer ».**

★ **Organisez-vous et lutez par vous-mêmes, rejoignez et réappropriiez-vous les organisations syndicales de luttes. Ce sont des outils que l'on peut au moins contrôler et où l'on peut demander des comptes sans attendre 5 ans de plus.**

★ **Rejoignez et renforcez la gauche communiste libertaire.**

Manifs, meeting, débat...

à vos agendas !

1^{er} mai : Manifestation

syndicale dans l'entre 2 tours des présidentielles, faisons entendre notre résistance et notre volonté d'une alternative sociale, autogestionnaire et égalitaire. **Rejoignez le cortège d'Alternative Libertaire**

6 mai : 2nd tour, des présidentielles,

pas de répit pour le nouveau président : affirmons haut et fort que la satisfaction de nos revendications, c'est dans la rue, dans le blocage de l'économie par la grève que nous les obtiendrons. **Rassemblement et manifestation, 20h, place Aristide Briand, Lorient**

11 mai, Meeting : Quel que soit le

président sorti des urnes, refusons de payer la dette et les plans d'austérité. La résistance et l'Alternative sont à l'ordre du jour : comment ? sur quel contenu ? Avec qui ?

avec la participation de Bernard Friot, économiste et sociologue.

Lorient, Cité Allende, 20h, salle A02

12 mai : formation débats

journée coorganisée par AL et l'association d'éducation populaire Réseau salariat. Thème : l'enjeu de la lutte pour le salaire à vie pour sortir du piège de l'emploi, pour l'extension des institutions salariales (ensemble des organismes de protection sociale élargi) comme projet de libération de l'exploitation et de la domination capitaliste, **avec la participation de Bernard Friot, économiste et sociologue. Lorient, Cité Allende. 13h30, salle A02.**

AL et les élections

Le système électoral et l'Etat sont organisés pour qu'aucune alternative de rupture ne soit possible.

Le groupe de Lorient d'Alternative Libertaire appelle cependant au 1^{er} tour à ce qu'aucune voix des travailleurs ne se porte sur les candidats du paiement de la dette et des plans d'austérité :

Hollande, Bayrou, Sarkozy, Le Pen

Contrairement à la position nationale d'AL de non consigne de vote pour les présidentielles.

Qui sommes-nous ? Alternative Libertaire est une organisation politique communiste libertaire, qui regroupe

des militant-e-s actifs dans les syndicats (Cgt, Sud...) et les associations, dans les entreprises, les quartiers et la jeunesse. Nous nous battons au quotidien, dans l'unité, pour la défense de nos intérêts, pour une alternative de société basée sur l'autogestion et la démocratie directe. Notre stratégie politique, c'est le développement des luttes, l'accroissement du pouvoir populaire à tous les niveaux, qui enclenche un processus révolutionnaire. Alternative Libertaire, c'est aussi un journal, tiré à 10 000 exemplaires, en kiosque tous les deux mois. Retrouvez toutes nos publications sur www.alternativelibertaire.org

Pour nous joindre sur les pays de Lorient et Quimperlé : lorient@alternativelibertaire.org